



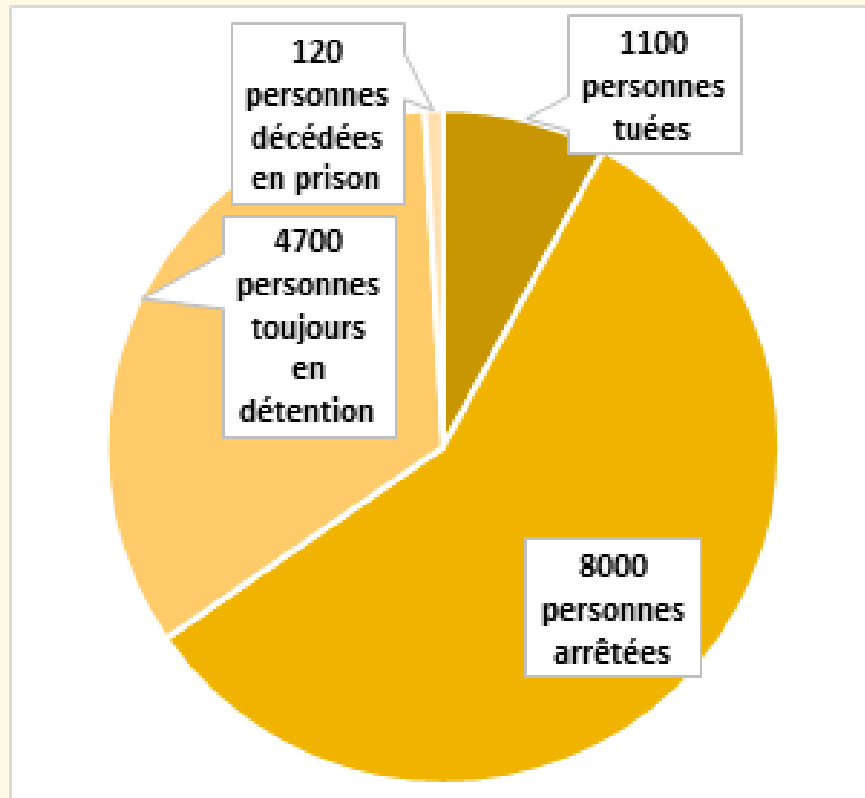
# DÉGRADATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE ET SÉCURITAIRE AU MYANMAR : VERS UNE GUERRE CIVILE GÉNÉRALISÉE ?

Jeudi 23 septembre 2021, la cheffe des droits humains de l'ONU exhortait la communauté internationale à « agir pour éviter que la situation ne dégénère en véritable conflit ». En effet, on constate ces derniers mois une généralisation d'abus et de violations des droits humains de l'armée birmane, la Tatmadaw, contre la population civile, ainsi qu'une escalade de la violence dans les méthodes employées. Cependant, les Nations unies ne s'entendent pas pour intervenir au Myanmar, la Russie et la Chine, fournisseurs d'armes de la junte militaire en place, s'opposant à toute mesure d'ingérence extérieure.

**210 000  
personnes  
réfugiées dans  
tout le pays**

**11 500  
personnes  
réfugiées dans  
l'Etat de Mizoram  
au nord-est de  
l'Inde**

**3 000 000  
de personnes  
dans le besoin  
d'une aide  
humanitaire  
d'urgence**



**Depuis le coup d'Etat militaire du 1er février 2021**

L'augmentation des combats armés entre d'un côté les groupes armés ethniques et opposants civils et de l'autre l'armée nationale fait craindre « une guerre civile plus étendue » selon Michelle Bachelet. Le 7 septembre, le président par intérim du Gouvernement d'unité nationale (opposé au coup d'Etat militaire), Duwa Lashi, a appelé la population à un soulèvement armé dans tout le pays, contre la junte militaire et sa répression sévère envers l'opposition, initialement pacifique.